

# Viktor Orbán et ses dérives ouvrent le bal européen à Salzbourg

- Les dirigeants européens en sommet informel à Salzbourg.
- En lever de rideau, le Parti populaire européen a tenté de trouver une position commune sur le cas du Hongrois Viktor Orbán
- Budapest en accusation sur sa politique des “visas dorés”.

## La droite européenne est toujours divisée sur le cas hongrois

Maria Udrescu  
Envoyée spéciale à Salzbourg (Autriche)

Le Parti populaire européen (PPE), rassemblant une partie des droites européennes, s'est réuni ce mercredi à Salzbourg pour se positionner sur l'agenda du sommet informel qui commençait ensuite quelques kilomètres plus loin. Mais elle n'a pas pu éviter d'évoquer le sort à réserver à son “enfant terrible”, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán également présent à la réunion de son parti européen –, tant cette décision s'apparente à un test qui marquera l'identité du PPE. “La presse ne peut pas me forcer à exclure Viktor Orbán”, s'est agacé le président du parti Joseph Daul, en amont de la réunion. “Mon plus grand problème, c'est que tout le monde ne parle plus que de la Hongrie et les autres font ce qu'ils veulent avec l'état de droit”, a-t-il poursuivi, jetant la pierre dans le jardin des socialistes et démocrates européens, dont les membres roumains ne sont pas des as de l'état de droit, tandis que les partis slovaques et maltais sont englués dans des affaires de corruption. Circulez, ici il n'y a rien à voir.

Passé maître dans l'art de tourner autour du pot hongrois, le Parti populaire européen est toutefois soumis à une pression sans précédent depuis qu'une majorité de ses eurodéputés – dont le président du groupe PPE, l'Allemand Manfred Weber – se sont ralliés au vote du Parlement européen, le 14 septembre, pour activer une procédure de sanction (dite article 7) face aux dérives du maître de Budapest. Sur les 213 membres du PPE, 115 ont voté en faveur du déclenchement de l'article 7, 57 contre et 28 se sont abstenus.

“Le sommet du PPE, c'est comme les sommets européens: une fois que vous enfermez tous les lions dans la cage, on ne sait pas s'ils vont s'aimer ou se dévorer les uns les autres”, ironisait une source du PPE mardi soir, soulignant l'imprévisibilité des discussions au sujet de Viktor Orbán de ce 19 septembre. Le parti semble plus que jamais divisé sur la stratégie à adopter avec son “mouton noir”. D'aucuns estiment que cette défiance inédite du PPE à l'égard de son protégé ne peut être qu'un prélude à l'exclusion du parti nationaliste Fidesz de Viktor Orbán. “Oui, pour moi [l'appartenance du Fidesz au PPE] est un problème”, a d'ailleurs récemment déclaré Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne issu du PPE, qui participait également à la réunion de ce mercredi.

Macron pointé du doigt

Mais certains eurodéputés du PPE restent convaincus que le rapport accablant sur la Hongrie écrit par l'eurodéputée Judith Sargentini (Verts), n'est qu'une “manipulation politique” orchestrée par leurs opposants politiques. En appelant le PPE à “clarifier ses positions”, le Français Emmanuel Macron a d'ailleurs jeté de l'huile sur le feu, se voyant accusé de vouloir diviser pour régner, soit d'affaiblir la plus grande famille politique du Parlement européen, au profit des forces libérales et centristes.

D'autres membres du PPE voudraient éviter que leur pays se retrouve à son tour sur le banc des accusés. Ce 19 septembre, la coalition au pouvoir en Bulgarie – composée notamment du parti GERB, affilié au PPE – a ainsi annoncé qu'elle s'opposera à l'activation de l'article 7 contre Budapest, qu'elle qualifie de violation de la souveraineté nationale. “Un jour c'est la Hongrie, demain cela peut frapper la Bulgarie”, a déclaré le vice-Premier ministre bulgare Krassimir Karakachanov. Sans aller jusqu'à nier les dérives à l'œuvre en Hongrie, une majorité des eurodéputés

du PPE estiment en tout cas qu'exclure le parti nationaliste hongrois reviendrait à se tirer une balle dans le pied. “Si on expulse le Fidesz, on coupe les derniers ponts entre l'UE et Budapest. Et on pourrait, dans ce cas-là, avoir une dérive à la polonaise qui est extrêmement dangereuse pour toute l'UE”, soutient une source du PPE. Ce, en supposant que Viktor Orbán n'a pas déjà dépassé les lignes rouges européennes, au même titre que Jaroslaw Kaczynski, qui tient de facto les rênes de la Pologne.

Passé maître dans l'art de tourner autour du pot hongrois, le PPE est soumis à une pression sans précédent.

## Calcul d'apothicaire

En réalité, à l'approche d'élections européennes qui s'annoncent cruelles pour les partis traditionnels, le PPE peine à se séparer des 11 eurodéputés que compte le Fidesz. Encore moins à l'heure où Viktor Orban souffle le chaud et le froid, déclarant tantôt qu'il chérit son appartenance au PPE, tantôt qu'il imposera sa marque illibérale et anti-immigration sur l'UE même s'il faudra pour cela former un autre groupe politique européen. "Au sein du PPE, nous sommes le parti qui s'en sort le mieux", s'est

vanté M. Orban à Salzbourg. "La position de M. Orban vis-à-vis de l'immigration est celle qui intellectuellement et politiquement a réussi en Europe au-delà des pays et au-delà des forces politiques. Ce débat, Orban l'a déjà gagné", souligne un insider.

Au vu de sa position délicate, le PPE estime en avoir assez fait, explique la même source. "Nous, on a voté au Parlement. L'affaire est entre les mains du Conseil européen. Le socialiste espagnol Pedro Sanchez, le Grec Alexis Tsipras, ou encore le Premier ministre libéral Charles Michel pourraient se lever et dire qu'il faut commencer de facto la procédure de l'article 7. Mais je n'en vois aucun faire cela."

## Donnez-moi vos riches, gardez vos pauvres et vos exténués\*

Corentin Léotard  
Correspondant à Budapest

L'affaire est embarrassante pour le dirigeant hongrois, Viktor Orban, pourfendeur de l'immigration et défenseur autoproclamé des frontières européennes. Comme Malte, Chypre, le Portugal et d'autres États de l'Union européenne, la Hongrie a fait un business de monnayer à de riches étrangers l'accès au très convoité espace Schengen. Entre 2013 et 2017, la Hongrie a octroyé des permis de résidence permanente à 6 600 riches étrangers ainsi qu'à leur famille, moyennant 300 000 euros d'achat d'obligations d'État, intégralement remboursés après cinq ans. Au total, ce sont plus de vingt mille personnes, des Chinois pour la plupart, qui ont ainsi pu s'installer en Hongrie, bénéficiant du même coup d'un sésame pour l'ensemble de l'Union européenne.

Le procédé, qui s'est développé au cours des dernières années dans l'Union avec des variantes selon les pays, inquiète bigrement la Commission européenne, qui y voit un angle mort dans la lutte contre le blanchiment d'argent et une faille de sécurité pour le continent. Car des personnes fort peu recommandables ont pu profiter de ces portes dérobées pour établir leurs activités et se mouvoir librement dans l'UE. Une enquête menée par des journalistes de médias hongrois Direkt36 et russe *Novaya Gazeta* vient de révéler que des proches du Kremlin aux activités pas très nettes ont ainsi mis le pied en Hongrie. Parmi eux Sergueï Narychkine, patron du service d'espionnage extérieur héritier du KGB, le SVR, Vladimir Blockij, membre de la Douma et directeur de plusieurs entreprises d'État, ou encore Dimitri Borissovitche Pavlov, tout à la fois proche du Kremlin, de l'Église orthodoxe russe et d'une organisation mafieuse moscovite.

"Toutes les personnes impliquées dans le programme de résidence ont été examinées et ne présentent pas de risque pour la sécurité nationale", s'est défendu le gouvernement hongrois après la publication de l'enquête.

Pas convaincus, les partis d'opposition réclament une enquête parlementaire pour comprendre par exemple comment un homme tel qu'Atiya Khoury, un argentier de l'ombre du régime syrien de Bachar al-Assad, a pu décrocher son permis de résidence en dix jours seulement.

### Un fort parfum de corruption

La pression de plus en plus forte de partis d'opposition a conduit le gouvernement à mettre un terme à ce programme de résidence l'année dernière. Car un fort parfum de corruption flotte autour de son mécanisme, pensé et conçu par le bras droit de Viktor Orban. C'est en effet Antal Rogan, son directeur de cabinet et son dauphin non officiel, qui a directement mandaté sept intermédiaires pour vendre les obligations d'État, des sociétés basées en offshore dans les îles Caïmans, à Chypre et au Liechtenstein. Facturant 60 000 euros par dossier, elles auraient pu engranger près de 400 millions d'euros, dans la plus grande opacité et sans compter les commissions. Le directeur de l'institut Corruption Research Center Budapest, Istvan Janos Toth, y voit "un cas d'école de ce que l'on appelle le capitalisme de copinage", dans lequel les lois sont rédigées sur mesure pour le régime et ses proches. La députée Marta Demeter, qui harcèle le Fidesz sur cette question, dénonce de son côté "le plus grand scandale de corruption de la décennie". Une semaine après l'arrêt du programme, Arton Capital, l'une des sociétés intermédiaires qui travaillait au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, dirigée par un camarade d'Université de Rogan, s'est fait subtiliser des millions d'euros, les documents de sa création et les données de ses clients, lors d'un fâcheux cambriolage... sans effraction. Depuis, c'est avec le "programme d'immigration le moins cher en Europe", par lequel il est possible d'obtenir un permis de résidence temporaire renouvelable à partir de 50 000 euros d'investissement, que le gouvernement hongrois attire ces étrangers désirables. Il y a visiblement quelques trous dans la clôture de barbelés.

→ \* Titre emprunté à l'OCCEP, faisant référence à la devise inscrite sur la statue de la Liberté.